



Les élus communautaires du Cap ont reporté le vote du plan d'optimisation de la collecte des déchets. Un projet ambitieux mais qui implique de faire grimper la taxe payée par les administrés. Retour aux discussions après les élections. / PHOTOS JONATHAN MARI

Depuis plusieurs mois, les élus du Cap planchent sur la réorganisation de la collecte des déchets ménagers afin de l'optimiser et se rapprocher des enjeux régionaux et nationaux affichés. Une démarche ambitieuse qui ne masque pas une réalité : le prix "extra-vagant" à payer pour y parvenir.

Si la présentation de l'étude très attendue, appelée "scénario 5 bis", ne devait intervenir que dans l'après-midi, le sujet brûlant des déchets a fait réagir les élus d'entrée de séance. Et c'est une simple délibération portant sur une modification des statuts du Syvadee qui a lancé le débat. Ce n'est pas tant la perte d'un élu titulaire au conseil syndical qui inquiète, mais "le flou général"

et le contexte de crise qui pressent les élus communautaires à prendre position. Sans oublier ces baïes qui se sont accumulées sur la recyclerie d'Ersa, depuis bloquée par le maire.

Pour l'heure, rappelons que les ordures ménagères ne sont plus collectées sur le territoire jusqu'à au moins lundi. Et si l'annonce de la réouverture partielle du site de Viggianello a, dans un premier temps, rassuré les élus, de grandes inconnues subsistent : le coût de l'export à l'étranger ou sur le continent comme les méthodes actées.

Les déchets, ce problème politique préélectoral...

"Il a fallu jouer des trésors de diplomatie pour parvenir

à ces accords mais je n'en dirai pas plus au risque de mettre en péril l'accord passé à huis clos." Une formule glissée par Ange-Pierre Vivoni, élu au conseil syndical, qui n'a pas manqué de faire réagir les élus locaux pointant "un défaut de transparence".

À l'évidence, les déchets sont devenus un problème politique à vingt jours d'une échéance électorale. S'il y aura une usine de surtri pour le grand Bastia, l'heure n'est pas venue de divulguer son emplacement, au risque de provoquer des tonnerres de contestation. "J'ai rarement vu une impasse publique pareille. C'est un cauchemar qui dure et dont on n'arrive pas à se réveiller", lance Pierre Chaubon, le président de l'intercommunalité.

Mais pour sortir de "cette

impasse", les élus du Cap, au même titre que d'autres collectivités, sont invités à ratifier la convention pour la généralisation du tri. Pour le territoire, il s'illustre par le scénario 5 bis. Un plan qui prévoit une collecte en porte-à-porte pour les ordures ménagères résiduelles, les biodéchets et les emballages dans 38% des adresses du Cap. "Là où c'est possible."

Pour opérer cette montée en puissance, et assurer soixante-cinq tournées supplémentaires par mois, la collectivité va devoir revoir ses moyens humains et matériels. Il s'agit aussi de construire un garage à Luri et une plateforme de compostage à Sisco. Des travaux à hauteur de 1,8 million d'euros seraient déjà validés par le Syvadee.

"Impossibles" équations financières

Plus les chiffres défilent, plus l'incertitude se lit sur les visages. Et lorsque le coût global de 2811160 euros apparaît à l'écran, soit le double du budget actuel, le mot "irréalisable" se devine sur toutes les lèvres. "L'explosion des coûts du traitement ce matin, là celle du scénario de la collecte, on n'y arrive plus ! Il y a des choses que je ne sais pas faire car les équations financières deviennent impossibles", confie le président.

D'autant que le coût de la tonne est appelé à grimper et ce, même sans ce plan. "Comment les administrés pourront-ils supporter cette hausse ?", s'interroge Laurence Piazza, maire de Meria. "On ne peut pas demander à la population de faire plus d'efforts et lui expliquer que cela va lui coûter plus cher. Et pour que cela soit rendu acceptable, on va puiser dans le budget de la communauté qui ne va plus que gérer les ordures ménagères", résume François Orlandi.

Du côté de la marine de Pietracorbara, comme Canari, la marche arrière est enclenchée. Tous ont finalement

choisi de décaler le vote du plan mais ont accepté de valider "sur le principe" la convention.

Un choix "de sagesse" à quelques jours du scrutin municipal, suivi par une assistance composée de candidats d'opposition. Pour autant, le problème reste entier et la question du coût insoluble.

JULIE QUILICI-ORLANDI

2 811
160

C'est en euros ce que représenterait le montant du budget annuel de la collecte des déchets pour la collectivité du Cap dans le cadre de l'adoption du scénario 5 bis de l'étude d'optimisation du service de prévention et de gestion des déchets. Il doublerait par rapport à l'actuel.

LE CHIFFRE